



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le
20/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

dechetterie SEICHE S/LOIR_3R d'Anjou

Maison Intercommunale Loir et Sarthe
103 rue Charles Darwing
49125 Tiercé

Références : EC-2025-539-INSP-Déchèterie -Seiches sur Le Loir-RAP
Code AIOT : 0006302515

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 dans l'établissement dechetterie SEICHE S/LOIR_3R d'Anjou implanté La Rabelière 49140 Seiches-sur-le-Loir. L'inspection a été annoncée le 27/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- dechetterie SEICHE S/LOIR_3R d'Anjou
- La Rabelière 49140 Seiches-sur-le-Loir
- Code AIOT : 0006302515
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Moyens de lutte et de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 8.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26.bis	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Stockage des huiles	Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 4.A.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Traitements des effluents	Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 4.B	Sans objet
5	Traçabilité des déchets amiantés	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 3	Sans objet
6	Gestion des déchets amiantés	Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 3.C.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de cette visite, il apparaît que l'exploitant doit déposer un porter à connaissance ainsi qu'une demande d'examen au cas par cas, afin de mettre à jour sa situation administrative au regard des évolutions intervenues sur son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : La déchèterie de Seiches sur le Loir bénéficie: <ul style="list-style-type: none"> de l'arrêté préfectoral n° D3-96-n°586 du 4 juin 1996 autorisant le SICTOM Loir et Sarthe à exploiter une déchèterie au lieu-dit "la Rabelière" sur la commune de Seiches sur le Loir; de l'arrêté préfectoral modificatif DIDD-2012 n° 15 du 11 janvier 2012 accordant le bénéfice

de l'antériorité au titre de la rubrique 2710-1 sous régime de l'autorisation et modifiant l'article 1 de l'arrêté du 4 juin 1996 sus-mentionné;

- d'un courrier de la préfecture de Maine et Loire en date du 7 juin 2013 et actant le bénéfice des droits acquis au titre des rubriques 2710-1.a et 2710-2.a sous régime de l'autorisation;
- d'un courrier de la préfecture de Maine et Loire en date du 25 septembre 2019 et actant le bénéfice des droits acquis au titre des rubriques 2710-1.a sous régime de l'autorisation, 2710-2.a sous régime de l'enregistrement et 2794 sous régime de l'enregistrement;
- d'un courrier de la préfecture de Maine et Loire en date du 5 mai 2002 et actant du transfert d'exploitation au Syndicat 3R d'Anjou.

Les activités de la déchèterie de Seiches relèvent à ce jour dans les rubriques de nomenclature ICPE suivantes :

Rubrique 2710-1.a Collecte de déchets dangereux La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 t	Déchets dangereux : Amiante : 20 tonnes Autres : 6 tonnes
Rubrique 2710-2.a Collecte de déchets non dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m ³	Déchets non dangereux: 700 m ³
Rubrique 2794 Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 30 t/j ;	

Constats :

L'exploitant indique que le volume de déchets non dangereux (DND) pris en charge sur le site a évolué, notamment en raison de la multiplication des filières REP (Responsabilité Élargie du Producteur).

L'inspection constate que le site s'est équipé de nouveaux dispositifs de tri et de stockage :

- une borne dédiée au plâtre (5 m³) ;
- un conteneur de 15 m³ destiné aux films plastiques ;
- un point de collecte des menuiseries vitrées, équipé d'un chevalet ;
- un conteneur réservé au réemploi.

Le quai de déchargement dispose toujours de 8 bennes de 30 à 35 m³, complété par la présence de 2 bennes tampons vides situées en contrebas du quai.

Le volume total de DND actuellement pris en charge sur site est estimé par l'exploitant à environ 900 m³.

L'exploitant précise avoir cessé l'activité de broyage de déchets verts, relevant de la rubrique 2794 de la nomenclature ICPE.

Lors de la visite, l'inspection constate que la plateforme initialement dédiée aux déchets verts a été reconfigurée et accueillie désormais :

- deux cellules destinées aux gravats et briques plâtrières ;
- une cellule pour le bois brut.

Une partie de la plateforme demeure consacrée à la dépose temporaire de déchets verts, lesquels sont désormais chargés en bennes et transférés vers le site de compostage de Brangeon à Tiercé.

L'exploitant indique avoir mandaté le bureau d'études AUSTRAL pour la réalisation d'un porter à connaissance et le dépôt d'une étude au cas par cas, conformément à la réglementation applicable.

Lors de la visite, l'inspection constate que les quantités présentes de déchets dangereux sur site, notamment au titre des déchets diffus spécifiques (DDS) et des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), sont cohérentes avec les déclarations de l'exploitant et conformes aux capacités de stockage autorisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des évolutions constatées sur le site, et notamment de la cessation de l'activité de broyage des déchets verts (rubrique 2794) ainsi que de la réorganisation des zones de stockage des déchets non dangereux, l'exploitant devra déposer un dossier de porter à connaissance (PAC) auprès de l'administration afin que l'inspection des installations classées procède à la mise à jour des prescriptions de son arrêté préfectoral initial.

Ce dossier devra :

- présenter les modifications d'exploitation intervenues (nouvelle répartition des zones, équipements dédiés aux différentes filières REP, volumes et typologie des DND) ;
- inclure la décision de l'Autorité environnementale relative à la demande d'examen au cas par cas qui devra être déposée auprès du service en charge de l'évaluation environnemental de la DREAL Pays-de-la-Loire.

Le dossier complet devra être transmis à l'inspection dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Moyens de lutte et de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 8.1

Thème(s) : Risques accidentels, défense incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques en nombre suffisant et judicieusement répartis. Outre les dispositifs portatifs, la défense contre l'incendie est assurée par une réserve d'eau de 120 m³ au moins, aménagée conformément aux directives des

services d'incendie et de secours.
<p>Constats :</p> <p>Au vu des évolutions récentes constatées sur le site, l'inspection interroge l'exploitant sur la mise à jour du calcul du besoin en eaux d'extinction (D9).</p> <p>L'exploitant indique que ce calcul a été réalisé par le bureau d'études AUSTRAL, lequel conclut à un besoin en eaux d'extinction de 120 m³ sur une durée de deux heures.</p> <p>Le site dispose d'un poteau incendie implanté à l'entrée, sur la RD 109, et référencé dans la base de données REMOcRA du SDIS 49.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection une copie des résultats d'essais de pompage issus de cette base, relatifs au contrôle du 05/04/2024, indiquant un débit mesuré de 118 m³/h à une pression de 2,7 bars.</p> <p>Une extrapolation au prorata de cette mesure conduit à estimer un débit d'environ 72 m³/h à 1 bar.</p> <p>Toutefois, il convient qu'un essai complémentaire soit réalisé à 1 bar afin de confirmer la conformité du débit disponible avec les besoins en défense incendie calculés.</p> <p>L'exploitant nous précise qu'il n'est pas en mesure de nous fournir les résultats des essais de pompage à bar sur le poteau incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu des évolutions constatées sur le site et de la nécessité de vérifier la conformité des moyens de défense contre l'incendie, l'exploitant devra transmettre à l'inspection, dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les résultats détaillés du calcul actualisé du besoin en eaux d'extinction (D9), établi par le bureau d'études AUSTRAL ; • les résultats d'un essai complémentaire de débit réalisé à 1 bar sur le poteau incendie situé à l'entrée du site (RD 109), en vue de vérifier la disponibilité effective du débit requis. <p>Ces éléments pourront être fournis dans le cadre du porter à connaissance évoqué au point de contrôle n°1.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées informe l'exploitant qu'il va saisir le SDIS 49 pour avis sur la défense incendie du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26.bis
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bassin de confinement des eaux incendie.</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être</p>

réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m³.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;

- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;

- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;

- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.

Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant indique avoir réalisé des travaux de mise aux normes relatifs au confinement des eaux d'extinction du site.

Lors de la visite, l'inspection constate que ces travaux sont achevés. Le site est désormais équipé d'un bassin étanche d'un volume utile de 180 m³, faisant office à la fois de bassin de régulation des eaux pluviales et de bassin de confinement des eaux d'extinction.

Au cours de la visite, l'exploitant a procédé à la manœuvre de la chaîne permettant l'activation du dispositif de confinement.

L'inspection constate que les bordures de la plateforme ont fait l'objet d'une réfection récente. Ces travaux contribuent à améliorer la rétention des eaux sur la zone concernée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de vérifier l'adéquation du dispositif de confinement des eaux d'extinction et pluviales, l'exploitant devra transmettre à l'inspection, dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport :

- les modalités de calcul ayant conduit à la détermination du volume du bassin de confinement, incluant la prise en compte des pluies décennales et des besoins en eaux d'extinction (D9A) ;
- les plans de récolement des travaux réalisés, précisant la configuration finale du bassin, son volume utile et le mode de fonctionnement du dispositif de confinement.

Ces éléments pourront être fournis dans le cadre du porter à connaissance évoqué au point de contrôle n°1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Traitements des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 4.B

Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales de ruissellement des aires de manutention et de stockage de déchets sont rejetées au milieu naturel après traitement par un débourbeur-déshuileur et une lagune.

Les effluents rejetés doivent présenter les caractéristiques suivantes:

pH compris entre 5.5 et 8.5

MES < 100 mg/l

DCO < 300 mg/l

DBO5 < 100 mg/l

Hydrocarbures < 10 mg/l

Constats :

L'exploitant a remis à l'inspection les résultats de la surveillance des rejets d'eaux pluviales pour les années 2025, 2023 et 2022.

Il indique que le périmètre de suivi a été élargi, pour tenir compte des prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 applicable aux installations relevant de la rubrique 2710-2.

Ainsi, les paramètres suivants ont été ajoutés au programme de surveillance :

- indice phénol,
- chrome hexavalent,
- cyanures totaux,
- AOX (halogènes organiques adsorbables),
- arsenic,
- métaux totaux.

L'inspection a pris connaissance des rapports d'analyses réalisés par le laboratoire INOVALIS :

- n° D250101325 du 06/01/2025,
- n° D231213150 du 28/12/2023,
- n° D221107396 du 21/11/2022.

Les résultats transmis ne présentent aucune non-conformité au regard des valeurs de référence applicables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traçabilité des déchets amiantés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, amiante

Prescription contrôlée :

A. - Informations transmises par l'émetteur du bordereau lors de l'émission du bordereau.

L'émetteur du bordereau est :

1° le maître d'ouvrage qui commande les travaux sur amiante lorsqu'il s'agit d'une personne morale,
ou 2° l'entreprise réalisant les travaux sur amiante lorsque ces travaux sont commandés par un ménage,
ou 3° la déchetterie publique, lorsque les déchets contenant de l'amiante y ont été déposés par une personne admise à le faire,
ou 4° dans le cas de déchets contenant de l'amiante qui ne sont pas issus de travaux sur amiante, le détenteur des déchets. Dans les situations mentionnées au 1° et au 2°, l'entreprise réalisant les travaux sur amiante valide ces informations au moyen d'une signature électronique.

i) Concernant l'émetteur du bordereau :

- Nature : Maître d'ouvrage des travaux sur amiante, entreprise réalisant des travaux sur amiante commandés par un ménage, déchetterie publique, ou autre détenteur du déchet (pour des déchets contenant de l'amiante non issus de travaux sur amiante) ; - Numéro SIRET ; - Raison Sociale ; - Adresse ; - Téléphone ; - Courriel ; - Nom de la personne à contacter.

ii) Concernant la nature et la quantité des déchets :

- Code du déchet au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - Code famille et nom du matériau au regard du tableau situé en annexe du présent arrêté ; - S'il s'agit, ou non, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du même code ; - Quantité réelle ou estimée exprimée en tonne.

iii) Concernant l'origine des déchets :

- Nom du lieu où sont collectés les déchets si différents de celui de l'émetteur ; - Adresse du lieu où sont collectés les déchets si différents de celle de l'émetteur ; - Code chantier le cas échéant.

iv) Concernant l'installation de traitement final prévue :

- Nature de l'installation : Installation de stockage de déchets dangereux, installation de stockage de déchets non dangereux en casier dédié, installation de traitement par vitrification, autre type de traitement final (à préciser) ; - Numéro SIRET ; - Raison sociale ; - Adresse ; - Téléphone ; - Courriel ; - Nom de la personne à contacter ; - Le numéro de certificat d'acceptation préalable des déchets.

B. - Informations transmises par l'entreprise de travaux réalisant les travaux sur amiante, ou par l'émetteur du bordereau dans le cas de déchets contenant de l'amiante qui ne sont pas issus de travaux sur amiante. Le collecteur ou transporteur des déchets valide ces informations au moyen d'une signature électronique. i) Concernant l'entreprise de travaux (lorsque les déchets sont issus

de travaux sur amiante) :

- Numéro SIRET ; - Raison sociale ; - Qualification ; - Adresse ; - Téléphone ; - Courriel ; - Nom de la personne à contacter.

ii) Concernant le conditionnement des déchets :

- Consistance du déchet : pâteux, solide, pulvérulent ou autre à préciser ; - Type de conditionnement : palettes filmées, conteneurs bags, big-bag amiante, sacs-renforcés, ou, autres à préciser ; - Nombre de colis par type de conditionnement et nombre total de colis ; - Numéros des scellés lorsque les déchets sont à destination d'un site de traitement, dès lors qu'ils sont exigés par la réglementation, avec ou sans entreposage provisoire ; - Si le déchet relève de l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres, les informations prévues par cette réglementation qui ne sont pas déjà mentionnées par le présent arrêté.

iii) Concernant le transport des déchets :

- Préciser si un entreposage provisoire est prévu ; - Préciser si un transport multimodal est prévu ; - Date de remise au transport ; - Quantité réelle ou estimée remise au transport.

C. - Informations transmises par chaque collecteur-transporteur du déchet.

La personne remettant les déchets au collecteur-transporteur, correspondant soit à la personne visée au A, au B, ou au D, soit au collecteur-transporteur précédent, valide les informations transmises par le collecteur-transport à qui elle a remis les déchets au moyen d'une signature électronique.i) Concernant le collecteur-transporteur :

- Numéro SIRET du collecteur-transporteur ; - Raison sociale ; - Adresse ; - Téléphone ; - Courriel ; - Nom de la personne à contacter ; - Numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-51 du même code ; - Département de la déclaration mentionnée à l'article R. 541-50 du même code ; - Limite de validité du récépissé ; - Le cas échéant, si le collecteur-transporteur est exempté de déclaration au titre de l'article R. 541-50 du même code.

ii) Concernant les modalités de transport du déchet :

- Numéro(s) d'immatriculation du moyen de transport ; - Mode de transport ; - Si un autre transporteur prend en charge le déchet à la suite du transport en cours (transport multimodal).

D. - Informations transmises par l'installation de destination intermédiaire lors de la réception du déchet.Le collecteur ou transporteur qui apporte les déchets valide ces informations au moyen d'une signature électronique.i) Concernant l'installation de destination intermédiaire :

- Numéro SIRET ; - Raison sociale ; - Adresse ; - Téléphone ; - Courriel ; - Nom de la personne à contacter.

ii) Concernant la réception du déchet :

- Quantité réelle ou estimée de déchet reçue, exprimée en tonne- Date de présentation du déchet- Date d'acceptation ou de refus du déchet ; - Si le lot de déchet a été accepté, partiellement accepté ou refusé ; - En cas de refus total ou partiel, motif de refus et quantité de déchet refusé.

iii) Concernant l'installation de traitement final prévue :

- En cas d'expédition hors de France : numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n° 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe 1-B du règlement n° 1013/2006 ;

Si les informations sont différentes de celles mentionnées au A iv ; ces informations sont validées par l'émetteur du bordereau au moyen d'une signature électronique :

- Nature de l'installation : Installation de stockage de déchets dangereux, installation de stockage de déchets non dangereux en casier dédié, installation de traitement par vitrification, autre type de traitement final (à préciser) ; - Numéro SIRET ; - Raison sociale ; - Adresse ; - Téléphone ; - Courriel ; - Nom de la personne à contacter ; - Le numéro de certificat d'acceptation préalable des déchets.

E. - Informations transmises par l'installation de traitement final lors de la réception du déchet :i) Concernant l'installation de destination :

- Numéro SIRET ;- Raison sociale ;- Adresse ;- Téléphone ;- Courriel ;- Nom de la personne à contacter.

ii) Concernant la réception du déchet :

- Quantité réelle de déchet présentée ;- Date de présentation du déchet ;- Date d'acceptation ou de refus du déchet- Si le lot de déchet a été accepté, partiellement accepté ou refusé ;- En cas de refus total ou partiel, motif de refus et quantité de déchet refusé.

F. - Informations transmises par l'installation de traitement final suite à la réalisation de l'opération de traitement du déchet ;Concernant l'opération réalisée :

- Code de l'opération d'élimination ou valorisation réalisée selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets susvisée ;- Description de l'opération réalisée ;- Attestation que l'opération a été effectuée ;- Date du traitement du déchet.

G. - Informations transmises par l'émetteur du bordereau ou par toute autre personne complétant le bordereau, dès lors qu'un éco-organisme ou un système individuel agréé au titre de l'article L. 541-10 assure, soutient ou fait assurer la gestion du déchet.

- Raison sociale de l'éco-organisme ou du système individuel agréé ;- Numéro SIREN de l'éco-organisme ou du système individuel agréé.

H. - Informations transmises par l'émetteur du bordereau ou par toute autre personne complétant le bordereau, dès lors qu'un négociant ou un courtier est impliqué dans la gestion des déchets :

- Numéro SIRET ;- Raison sociale ;- Adresse ;- Numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement ;- Département de la déclaration mentionnée à l'article R. 541-55 du même code ;- Limite de validité du récépissé ;- Nom de la personne à contacter ;- Téléphone ;- Courriel.

Constats :

L'exploitant indique qu'il organise une opération annuelle de collecte d'amiante sur chacune des déchèteries autorisées de son territoire.

La dernière opération sur le site a eu lieu en septembre 2025.

L'application Vigie Déchets permet de consulter le bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA) correspondant à cette opération :

- n° BSDA 20250904-A758E5100,
- prise en charge le 25/09/2025,
- quantité : 15 tonnes de fibrociment (code 17 06 05*),
- destination : ISDND BRANGEON SERVICE à Beaupréau-en-Mauges,
- mode de traitement : D5 (mise en décharge).

L'inspection constate que le bordereau est correctement renseigné et qu'il s'agit d'amiante lié dont la collecte est permise en déchèterie.

Toutefois, il est relevé que la case "chantier" a été cochée à la place de "déchèterie". L'exploitant précise que cette anomalie provient du fonctionnement de l'application Vigie Déchets, qui exige la saisie d'un numéro de SIRET propre à l'établissement collecteur.

Or, l'exploitant ne dispose que d'un seul numéro de SIRET pour l'ensemble de ses déchèteries, ce qui explique le choix du mode "chantier".

La FAQ Trackdéchets indique qu'une déchèterie doit tracer les déchets amiante dans Trackdéchets soit par un BSDA "chantier" si aucun bordereau entrant n'est établi, soit par un BSDA de groupement lorsqu'elles ont créé des bordereaux entrants pour chaque dépôt : <https://faq.trackdechets.fr/amiante/decheteries>

La déclaration de l'exploitant est donc conforme si on se réfère à la FAQ, car aucun BSDA n'est exigé pour les particuliers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des déchets amiantés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 3.C.10
Thème(s) : Risques chroniques, amiante
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'acceptation des médicaments et des déchets toxiques en quantités dispersées est subordonnée à la mise en place d'une structure d'accueil capable d'assurer une bonne gestion de ces produits.</p> <p>Ils sont réceptionnés dans un local fermé, dans des conditions qui les rendent ensuite inaccessibles au public. Une personne affectée à la déchèterie est chargée d'en assurer un stockage correct qui évite les ruptures d'emballages et les mélanges de produits.</p> <p>L'évacuation des produits doit donner lieu à l'établissement d'un bordereau de suivi des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il organise une opération annuelle de collecte d'amiante sur chacune des déchèteries autorisées de son territoire, selon une procédure interne établie. Cette procédure prévoit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une collecte ouverte sur inscription, réservée aux particuliers et parfois collectivités ; • la distribution de contenants spécifiques et de masques de protection au domicile des personnes inscrites ; • des créneaux de dépôt en déchèterie fixés de préférence en dehors des heures d'ouverture au public, afin de limiter les risques d'exposition et de co-activité ; • la collecte des déchets amiantés conditionnés et acheminés par les bénéficiaires ; • le chargement et l'évacuation vers le site de traitement réalisés dans la journée. <p>L'exploitant précise avoir délégué la mise en œuvre de cette opération à l'entreprise BRANGEON. Lors de la visite, l'exploitant présente à l'inspection le modèle de sac utilisé pour la collecte des plaques de fibrociment.</p> <p>L'inspection constate que le sac en polypropylène laminé remis aux usagers porte le marquage réglementaire "amiante", conformément aux dispositions du décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif à l'interdiction de certains produits contenant de l'amiante et à l'étiquetage des produits en contenant.</p> <p>Post visite, l'exploitant nous a transmis la procédure d'accueil de déchets d'amiante dans la déchèterie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage des huiles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1996, article 4.A.3
Thème(s) : Risques chroniques, rétention
Prescription contrôlée :

4.A.3 – Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

Les capacités de rétention sont conçues et réalisées de façon que les produits incompatibles ne puissent se mélanger.

L'étanchéité des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.

Constats :

La borne à huiles usagées est implantée sur la voirie interne du site, à proximité du quai de déchargement n° 8.

Elle est installée sous un petit abri couvert, permettant une protection partielle contre les intempéries. Cet abri est constitué d'une structure en bois avec une couverture métallique.

L'aménagement comprend :

- une borne à huile double peau, équipée d'un couvercle basculant,
- 3 fûts bleus destinés aux dépôts des bidons vides ;
- une palette en bois posée dans un bac de rétention en acier au pied de la borne,
- un dispositif de délimitation constitué d'un cône de signalisation et d'une chaîne.

Bien que la zone soit abritée et aménagée sur sol imperméable, l'absence de bac de rétention adapté ne permet pas d'assurer un confinement suffisant en cas de fuite ou de débordement. Des traces d'écoulement d'huile sont visibles au sol au pied de la cuve.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande l'exploitant de

- mettre en conformité le dispositif de rétention situé au pied de la borne à huile,
- mettre en place un affichage réglementaire sur ou à proximité immédiate de la borne, mentionnant les risques et consignes de sécurité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

Annexe photographique

borne à huiles



Exemple de big bag fourni aux particuliers pour le dépôt des déchets amiantés



Nouveau bassin de régulation des eaux pluviales et de rétention des eaux d'extinction

